



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
23 mars 2011  
Français  
Original: anglais

### Commission des stupéfiants

#### Cinquante-quatrième session

Vienne, 21-25 mars 2011

Point 6 de l'ordre du jour

#### Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue

#### Hongrie\* et Mexique: projet de résolution révisé

#### Améliorer la qualité de la collecte, de la communication et de l'analyse de données sur le problème mondial de la drogue et sur les mesures prises pour y faire face et renforcer les moyens de surveillance correspondants

*La Commission des stupéfiants,*

*Ayant à l'esprit* les dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961<sup>1</sup>, de cette convention telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>2</sup>, de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes<sup>3</sup> et de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>4</sup>,

*Consciente* de la nécessité de mettre en place des procédures propres à lui permettre de remplir les tâches qui lui ont été confiées concernant l'examen des rapports présentés en application des traités susmentionnés,

*Ayant à l'esprit* la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue<sup>5</sup>, dans lesquels les États Membres ont tenu compte de la nécessité de disposer d'indicateurs et d'instruments de collecte et d'analyse de

\* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 976, n° 14152.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 1019, n° 14956.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 1582, n° 27627.

<sup>5</sup> A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.



données précises, fiables et comparables sur tous les aspects pertinents du problème mondial de la drogue et, le cas échéant, d'améliorer ces indicateurs et instruments ou d'en élaborer de nouveaux,

*Ayant à l'esprit également* que, dans la Déclaration politique et le Plan d'action, les États Membres se sont engagés à lui rendre compte des mesures qu'ils auront prises pour appliquer intégralement ces textes,

*Rappelant* sa résolution 52/12 du 20 mars 2009 et sa décision 53/2 du 10 mars 2010, dans lesquelles elle a décidé de convoquer un groupe d'experts à composition non limitée en vue d'améliorer la collecte, la communication et l'analyse de données requises pour suivre l'application de la Déclaration politique et du Plan d'action, groupe qui s'est réuni à deux reprises,

*Prenant note avec satisfaction* des travaux menés par le groupe d'experts à composition non limitée sur la collecte de données en vue d'améliorer la collecte, la communication et l'analyse de données requises pour suivre l'application de la Déclaration politique et du Plan d'action ainsi que le respect des obligations imposées par les trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues en matière de communication d'informations,

*Se félicitant* de sa résolution 53/16 du 2 décembre 2010, dans laquelle elle a adopté le questionnaire destiné aux rapports annuels<sup>6</sup> présenté par le groupe d'experts sur la collecte de données, décidé que ce questionnaire devrait être périodiquement revu afin d'offrir un instrument international souple qui permette de présenter les situations nationales et les tendances qui se font jour ainsi que les mesures prises, compte tenu des impératifs et difficultés liés à la collecte, dans des proportions équilibrées, de données et d'informations qualitatives et quantitatives, et prié l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de procéder à ces révisions, en prenant en considération notamment les problèmes repérés et les recommandations formulées par le groupe d'experts sur la collecte de données convoqué à nouveau<sup>7</sup>,

*Notant* qu'il est important d'assurer la cohérence du questionnaire destiné aux rapports annuels et d'autres outils de communication de données au sein du système des Nations Unies et d'autres organisations régionales et internationales,

*Notant également* les efforts menés au niveau régional, notamment ceux déployés récemment dans la région de l'Océanie, pour améliorer la collecte de données, et reconnaissant que des enseignements peuvent être tirés de ces expériences,

*Prenant note avec préoccupation* du rapport 2011 du Secrétariat sur la situation mondiale en ce qui concerne l'usage illicite de drogues<sup>8</sup>, qui fait état du manque d'informations actuelles sur la plupart des indicateurs épidémiologiques de l'usage des drogues, situation due à l'absence de systèmes viables d'information et de surveillance dans certaines régions du monde, ce qui entrave le suivi des nouvelles tendances, la mise en œuvre de mesures fondées sur des données factuelles et la capacité d'évaluer l'efficacité de ces mesures,

---

<sup>6</sup> E/CN.7/2010/19, E/CN.7/2010/20, E/CN.7/2010/21 et E/CN.7/2010/22.

<sup>7</sup> UNODC/CND/EG.1/2010/4, par. 2 à 4.

<sup>8</sup> E/CN.7/2011/2.

1. *Estime* qu'il faut poursuivre les efforts visant à améliorer la précision, la fiabilité, la validité et la comparabilité des données sur tous les aspects pertinents du problème mondial de la drogue, y compris en ce qui concerne la réduction de la demande et de l'offre, ainsi que l'analyse et la communication de ces données;

2. *Invite* les États Membres à investir, si nécessaire et compte tenu des besoins spécifiques et des ressources disponibles, dans le renforcement des capacités de collecte et de communication d'informations et l'amélioration de la qualité de ces activités, afin de satisfaire aux obligations de communication d'informations que leur imposent la Convention unique sur les stupéfiants de 1961<sup>9</sup>, la Convention de 1971 sur les substances psychotropes<sup>10</sup>, la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>11</sup> ainsi que la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue<sup>12</sup>, et à fournir chaque année, en temps utile, des données précises et fiables dans les différentes parties du questionnaire destiné aux rapports annuels;

3. *Invite également* les États Membres à participer aux efforts de coopération coordonnés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ou par d'autres organisations et organismes nationaux, régionaux et internationaux pour permettre l'échange de connaissances techniques d'experts dans le domaine de la collecte, de l'analyse et de l'évaluation de données et la mise en commun d'expériences concernant les données sur les drogues;

4. *Invite* les organisations internationales et régionales compétentes et les États Membres à faire part de leurs expériences et de leurs connaissances spécialisées en matière de collecte, d'analyse et de communication d'informations et de données relatives aux drogues et, si possible, à les mettre en commun, à la demande de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, afin de contribuer à l'uniformisation progressive de méthodes de collecte de données de grande qualité adaptées aux contextes nationaux dans lesquels elles sont appliquées;

5. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'empêcher, dans la mesure du possible, que les efforts des États Membres fassent double emploi, en tenant dûment compte des procédures de communication d'information existantes, notamment de celles des organismes régionaux et internationaux compétents;

6. *Invite* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à collaborer avec d'autres organisations, organes et organismes spécialisés des Nations Unies, en particulier l'Organe international de contrôle des stupéfiants, l'Organisation mondiale de la Santé et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida pour contribuer à la cohérence à l'échelle du système en échangeant des données et des informations et en coopérant à l'élaboration de normes, de méthodologies et de pratiques optimales pour améliorer la qualité et éviter les chevauchements et doubles emplois;

<sup>9</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

<sup>10</sup> Ibid., vol. 1019, n° 14956.

<sup>11</sup> Ibid., vol. 1582, n° 27627.

<sup>12</sup> A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.

7. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'étudier les moyens de recourir aux compétences techniques et au savoir-faire en matière de collecte de données relatives aux drogues, d'institutions et de réseaux scientifiques, aux niveaux national, régional et international, pour éclairer l'élaboration de normes d'assurance-qualité et la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités, ainsi que pour assurer une compréhension approfondie de la situation mondiale en matière de drogue, et de lui rendre compte à sa cinquante-cinquième session;

8. *Prie également* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'appliquer les mesures proposées dans sa proposition de programme de surveillance des statistiques et des informations sur l'offre de drogues et des données épidémiologiques;

9. *Invite* les États Membres et d'autres donateurs à verser des contributions extrabudgétaires à ces fins, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies;

10. *Prie* le Directeur exécutif d'inclure dans les rapports annuels du Secrétariat qu'il lui soumet sur la situation mondiale en ce qui concerne l'usage illicite de drogues et sur la situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues, une vue d'ensemble des mesures prises et des activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour améliorer la qualité scientifique de ses mécanismes de communication d'informations et l'aide apportée aux États Membres en ce qui concerne le renforcement de leurs capacités de collecte et d'analyse de données.

---